

Le corps enseignant de Pitzer vote en faveur du soutien au mouvement BDS pour les droits palestiniens

27 novembre 2018 / Par [Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel \(PACBI\)](#)

Le corps enseignant du Pitzer College en Californie a massivement voté en faveur de deux motions soutenant le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits palestiniens. Alors que les attaques d'Israël contre le système éducatif palestinien augmentent, professeurs et étudiants défendent les droits palestiniens.

Plus tôt ce mois-ci, les enseignants du Pitzer College en Californie ont massivement voté en faveur de [deux motions](#) soutenant le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits palestiniens.

Dans la première motion, les enseignants ont rejeté une décision prise l'an dernier par le président et les administrateurs de Pitzer¹ de rendre nulle une résolution du Conseil des étudiants soutenant BDS. Cette résolution du Conseil des étudiants, adoptée en avril 2017, visait à empêcher qu'une subvention pour des activités étudiantes soit utilisée pour acheter des biens d'entreprises complices dans l'occupation militaire illégale des territoires palestiniens par Israël.

Dans la deuxième motion, les enseignants ont appelé le Pitzer College à suspendre le programme d'échange universitaire avec l'université de Haifa jusqu'à ce qu'Israël cesse de restreindre l'admission selon l'ascendance ou les discours politiques et « adopte des politiques accordant des visas pour

des échanges avec les universités palestiniennes sur une base totalement égale à ce qui se fait pour les universités israéliennes ».

Daniel Segal, Jean M. Pitzer Professeur d'anthropologie et professeur d'histoire, a expliqué :

« En tant que corps enseignant de Pitzer, nous avons massivement voté pour exprimer qu'il est inacceptable que le président de notre université et son conseil d'administration violent l'autonomie du conseil des étudiants dans le contrôle de ses fonds, en ciblant, comme base à cette interférence, les inquiétudes des étudiants à propos de la relation de Pitzer à la Palestine et à Israël. C'est la première fois dans l'histoire de l'université qu'il y a une tentative pour déroger à l'autonomie des étudiants quand ils décident comment accorder leurs subventions. C'est antidémocratique et contre tous les principes. Le conseil de Pitzer essaie d'appliquer une « [exception palestinienne](#) » à la libre expression.

Ce qui est important ici n'est pas seulement le résultat, qui est un soutien clair du corps enseignant en faveur des droits palestiniens. Ce qui est aussi important est que les enseignants de Pitzer ont voté après s'être informés des réalités de la vie des Palestiniens et des politiques et pratiques de l'état israélien. Mes collègues de Pitzer ont, pour résumer, rempli leurs responsabilités en tant qu'intellectuels. »

Samia Botmeh, professeure et doyenne à l'université Birzeit en Cisjordanie palestinienne occupée et responsable militante dans la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), a déclaré :

« Les enseignants et les étudiants de l'université Pitzer défendent les droits palestiniens à un moment critique. Les attaques d'Israël contre l'éducation palestinienne ne sont pas nouvelles, mais dans les deux dernières années, elles n'ont

fait qu'augmenter.

J'ai des collègues avec des passeports étrangers, dont des professeurs chevronnés enseignant à mon université depuis des années, qui se sont vus refuser des visas ou des renouvellements de visas. Israël contraint les universitaires enseignant en Palestine occupée à abandonner leurs vies et leurs étudiants. Beaucoup d'entre eux ont des origines palestiniennes, tous sont confrontés à la menace d'être expulsés à cause de leur origine ethnique ou de leur engagement pour l'éducation palestinienne.

Israël repousse aussi beaucoup de nos étudiants internationaux aux frontières, les empêchant de s'inscrire à des cours ou de continuer leurs études en Palestine.

La répression par Israël de la liberté universitaire palestinienne et la perturbation de l'éducation palestinienne font partie intégrante du régime militaire qui nous est imposé et des efforts pour contrôler chaque aspect de notre vie.

Il est réconfortant de voir des collègues universitaires du monde entier se dresser à cette occasion pour s'assurer que ni eux, ni leurs institutions ne soient complices de ce dommage à l'éducation et à la vie des Palestiniens. C'est une responsabilité professionnelle et éthique. »

[La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël](#) a été lancé en 2004 afin de contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité palestiniennes. PACBI plaide pour un boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes, étant donné leur profonde et persistante complicité avec le déni par Israël des droits palestiniens, tels qu'ils sont stipulés par le droit international.

[1](#) Pitzer est un College au sens américain, c'est-à-dire un établissement d'enseignement supérieur de premier cycle.

Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France

Fiche conseil pour refuser de vous rendre à une conférence en Israël

Vous êtes peut-être un ou une jeune professeur.e ou étudiant.e invité.e à une conférence en Israël. Vous ne voulez pas y aller, mais vous manquez d'arguments et de contre arguments. Nous avons donc préparé pour vous cette fiche conseil qui vous aidera à vous forger une opinion et à la défendre, si tel est votre choix.

Il y a trois principales questions:

[1\) Pourquoi boycotter Israël ?](#)

[2\) Pourquoi le boycott d'Israël s'applique-t-il aussi au milieu universitaire ?](#)

[3\) Quelles sont les questions qu'on va me poser, et comment y répondre ?](#)

1) Pourquoi boycotter Israël ?

C'est en fait la réponse à la question « que faire? ». Israël est l'une des pires et des plus longues injustices géopolitiques en cours. C'est un État dangereux pour la paix dans le monde, qui vend des armes et son savoir-faire répressif, facteur de tensions et de guerres. Il est à

l'avant-poste d'un type de société raciste, discriminatoire, coloniale, xénophobe et sécuritaire à laquelle aspire Donald Trump et ses amis. Face à ce dernier avatar du colonialisme occidental, il faut reconnaître que les nations occidentales auxquelles nous appartenons ont joué un rôle fondamental, et qu'elles peuvent encore influencer la situation. Alors que peut-on faire? Pourquoi ces nations et l'ONU ne font-elles pas respecter le droit international? Puisqu'elles ne le font pas, que peut la société civile, en particulier si elle cherche une méthode non-violente de s'impliquer dans ce conflit?

Dans une démarche anticoloniale, elle peut commencer par écouter les demandes de la société civile palestinienne, et en particulier l'appel dit « BDS » (Boycott, Désinvestissement et Sanctions, en 2005).. Nous ne rentrerons pas ici dans les détails (le site de BDS France le fait), mais la méthode s'inspire du mouvement de la société civile contre l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 1980.

<https://www.bdsfrance.org/qui-sommes-nous/appel-de-la-societe-civile-palestinienne/>

Les demandes sont simples: le respect du droit international! 1) retrait des territoires occupés; 2) égalité des citoyens juifs et non-juifs; 3) retour des réfugiés. Tant que ces demandes n'ont pas abouti, les États doivent sanctionner, les entreprises doivent désinvestir, et les citoyens doivent boycotter. Ce n'est pas une fin en soi, c'est une tactique qui, si elle fonctionne, fait pression sur l'État israélien qui devra céder.

Les contours de cet appel sont régulièrement mis à jour par les Palestiniens, en concertation. Il est par exemple, contrairement au boycott de l'Afrique du Sud, limité aux institutions israéliennes, et ne s'étend pas aux individus. Donc si on boycotte les universités israéliennes ou les festivals israéliens, on ne boycotte pas un professeur, un étudiant, ou un artiste, juste parce qu'il est israélien (encore moins pour sa religion, bien sûr). On peut les

rencontrer, discuter, et même travailler avec eux s'il n'y a pas d'argent (ou de logo) de leur institution, université, ministère ou consulat israélien qui est en jeu.

En revanche, et c'est ce qui fait sa force, l'appel BDS peut être utilisé par chaque citoyen dans sa vie quotidienne, dans un but pédagogique: au supermarché, sur le lieu de travail, avec son syndicat, à l'école, lors d'activités sportives, culturelles ou politiques, sur les réseaux sociaux etc. Il s'applique donc au domaine universitaire selon des directives claires du PACBI, et c'est donc le sens de la deuxième question...

<https://www.bdsfrance.org/les-directives-du-pacbi-pour-le-boycott-academique-international-disrael-revisees-en-juillet-2014-2/>

Quelle forme prend cet appel au boycott? Tout est détaillé dans l'appel du PACBI, mais pour résumer, il s'agit de refuser tout colloque qui se déroulerait dans une institution israélienne, et tout financement et tout projet en collaboration avec une institution israélienne. Si possible, il est encore plus efficace de le revendiquer publiquement et d'inciter ses collègues à faire de même, voire son propre syndicat, département ou université.

Nous savons qu'il est parfois difficile d'affronter les pressions consécutives à un tel engagement, et nous n'intervenons pas dans le choix des personnes d'expliquer ou non les raisons de leurs refus. De nombreux syndicats étudiants et personnalités universitaires ont publiquement revendiqué ce type d'actions, comme Stephen Hawking, Judith Butler ou Angela Davis, mais aussi l'historien israélien Ilan Pappé qui a fini par quitter son université israélienne qui ne le laissait pas étudier librement les pages les plus sombres de son histoire, en particulier celles de 1947-1948.

La lettre d'Ilan Pappé en anglais:

<https://www.theguardian.com/education/2005/apr/20/highereduc->

[ation.uk3](#)

D'autres exemples de lettres en anglais:

<https://www.tadamon.ca/boycott-academique-exemples>

2) Pourquoi le boycott d'Israël s'applique-t-il aussi au milieu universitaire ?

D'abord parce que les Palestiniens nous le demandent, à titre individuel, mais aussi dans le cadre de la campagne collective BDS.

L'occupation, l'apartheid et l'exil forcé des réfugiés palestiniens touchent aussi les Palestiniens étudiants ou enseignants, empêchés de se rendre en cours à cause des checkpoints. Les Palestiniens sont discriminés de nombreuses façons dans leur accès à l'université en Israël, ce qui se traduit en chiffres par leur sous représentation en tant qu'étudiants, et encore plus en tant qu'enseignants. L'armée israélienne lance régulièrement des raids dans les universités de Bir Zeit ou de Al Quds, arrête des étudiants et des profs, et en tue parfois. L'université fait partie du champ politique colonial israélien, et on boycotte donc en solidarité avec les universitaires palestiniens.

Ensuite parce que les universitaires occidentaux non plus ne sont pas en dehors de leur société. Les universitaires se sont impliqués avant les autres dans le boycott de l'apartheid de l'Afrique du Sud dans les années 1980. Comme les autres, mais peut-être même plus que les autres, ils doivent comprendre la portée politique de leur participation à un événement dans une université israélienne, ou de leur annulation à une telle participation. Ce type de participation n'est pas une question de vie ou de mort, c'est souvent une question symbolique. Dans

le domaine symbolique, ces gestes (participer ou annuler) deviennent très importants. Une fois l'invitation lancée, le piège est ouvert: la campagne BDS va interpeller les participants et les mettre face à un choix. Dans tous les cas ils prennent position: ils y vont et soutiennent (même malgré eux) l'institution israélienne, ou ils n'y vont pas et ils sont solidaires (même en silence) des Palestiniens.

Les scientifiques ne sont pas en dehors de la société
Ivar Ekeland, le 24 novembre 2016

Parce que les universités israéliennes bénéficient déjà (et beaucoup plus que les universités palestiniennes) de programmes de collaboration et de financement très généreux de la part d'institutions européennes ou américaines, ce qui permet aussi aux occidentaux d'exercer une pression qui, sinon, serait inefficace.. Cela devrait aussi permettre aux occidentaux d'assortir ces financements de conditions éthiques, qui existent déjà mais qui ne sont jamais respectées.

Parce que l'institution universitaire israélienne n'est pas innocente. Plusieurs universités sont illégalement construites

entièrement ou en partie sur des terres palestiniennes occupées. De nombreux programmes universitaires participent ou collaborent avec l'industrie d'occupation civile et militaire, mais aussi avec la mise au point de sa propagande, ou les justifications de ses politiques discriminatoires et racistes. Deux articles à ce sujet:

Les université israéliennes profondément impliquées dans le massacre de Gaza

PACBI, le 5 août 2014

<https://www.bdsfrance.org/les-universite-israeliennes-profondement-impliquees-dans-le-massacre-de-gaza-boycott-universitaire-maintenant/>

L'élite universitaire israélienne complice de l'oppression

Ofer Neiman, Haokets, le 20 avril 2016

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4896>

Parce qu'il faut bien se rendre compte que tout événement (politique, culturel, sportif ou universitaire) organisé dans une institution officielle de l'État israélien, un colloque universitaire par exemple, visera à redorer le blason de l'État, et ce, malgré toutes les dénégations de ses organisateurs, et même s'ils ne cautionnent pas officiellement le gouvernement israélien. En effet, l'État israélien pourra ainsi se targuer d'organiser des colloques intellectuels, entre intellectuels fréquentables, quasi européens, pour faire oublier ou pour cacher les exactions qui se déroulent à quelques kilomètres de là (devons-nous rappeler ce qui se passe à Gaza? Des millions de Palestiniens sous blocus total et, tous les vendredis, des manifestants non armés abattus par des snipers de l'armée israélienne, pendant que des universitaires se prélassent dans un cocktail?!).

Ce genre d'événements participent à la campagne de blanchiment de l'État israélien. La propagande israélienne est spécialisée dans le blanchiment par la culture, l'université, le sport, mais aussi par des causes qui plaisent à l'occident comme

l'homosexualité ou le féminisme. Aussi louables soient-elles, il ne faut pas que ces causes soient instrumentalisées pour cacher, ou même parfois renforcer, l'oppression des Palestiniens.

3) Quelles sont les questions qu'on va me poser, et comment y répondre ?

Premier contre argument, en général: pourquoi boycotter Israël et pas les autres pays qui commettent des atrocités? D'abord parce que les Palestiniens nous le demandent (ce qui n'est pas le cas des Américains ou des Chinois). Ensuite parce que, nous l'avons dit, les pays occidentaux ont une responsabilité dans la création de l'État colonial israélien et dans ses dérives racistes et violentes, revendiquées et prises comme modèles par des courants politiques auxquels nous nous opposons. Enfin, par pure stratégie: parce que dans le cas d'Israël, dont les universitaires sont financés en grande partie par l'occident, et dont les professeurs sont très sensibles à leur réputation aux yeux de leurs collègues occidentaux, c'est une stratégie qui peut être efficace pour améliorer la situation dans le monde. On aurait tort de s'en priver.

Deuxième critique: il ne faut pas empêcher le dialogue, en particulier avec les israéliens progressistes qu'on rencontre dans les universités. Précisons d'abord qu'il y a très peu d'israéliens progressistes, même dans les universités, si progressiste signifie reconnaître la gravité de la catastrophe de 1948 et sa nécessaire réparation, que la situation n'est pas symétrique entre des Israéliens colonisateurs et des Palestiniens colonisés, et qu'il faut viser à une co-résistance avec les Palestiniens plutôt qu'à une simple co-existence. Même si progressiste signifie seulement « défendre la liberté de circulation des chercheurs et étudiants Palestiniens entre Gaza et la Cisjordanie », l'israélien Eyal

Sivan démontre dans la vidéo ci dessous (vers la 5ème minute), que cela concerne moins de 5% des universitaires israéliens:

Les légitimités du boycott académique de l'État d'Israël
BDS France, le 24 novembre 2016

Ensuite, comme on l'a déjà dit, rien dans l'appel à BDS n'empêche le dialogue avec des individus, car BDS ne cible que des institutions. De plus, les manifestations auxquelles les universitaires sont invités n'ont en général rien à voir avec un dialogue politique pertinent. Tout, au contraire, est fait pour que la question palestinienne soit passée sous silence, ou dans la portion congrue et dépolitisée du programme. Et comme jamais une université palestinienne ne sera capable d'organiser un événement même comparable, pour des raisons évidentes, l'asymétrie de traitement des deux communautés s'en retrouve renforcée.

Autre façon d'exprimer cette critique: le boycott s'attaque à la liberté académique. Précisons d'abord qu'il s'agit ici de la liberté académique des israéliens, pas de celle des Palestiniens qui est bafouée depuis 50 ans par des universités envahies par l'armée, fermées arbitrairement, des étudiants

arrêtés, emprisonnés, mais dont personne ne se soucie. Mais précisons surtout, tout comme le dialogue, que la campagne BDS n'entrave en rien à la liberté académique des universitaires israéliens. Dans le pire des cas, si son efficacité dépasse la mesure symbolique, elle limitera un peu le budget alloué à des universités israéliennes, déjà beaucoup mieux financées que les universités palestiniennes, par des institutions financières occidentales. Cette question est débattue ici:

De la liberté universitaire et du mouvement BDS

Omar Barghouti, The Nation, le 14 décembre 2013

<https://www.bdsfrance.org/omar-barghouti-de-la-liberte-universitaire-et-du-mouvement-bds-3/>

La campagne BDS s'efforce de rappeler des faits, de proposer des pistes pour agir, et de demander aux universitaires de prendre leurs responsabilités. Entendons son appel.

Éducation à l'oppression: les institutions universitaires israéliennes lient leur destin à l'élite sécuritaire israélienne

23 juillet 2018 / par [Shir Hever](#)

Trois faits récents dans les plus grandes universités israéliennes montrent que les institutions universitaires et sécuritaires renforcent leur coopération.

Cet article a été publié à l'origine dans le bulletin d'information de juillet du Comité britannique pour les universités de Palestine (BRICUP)

Pourquoi les institutions universitaires israéliennes coopèrent-elles si étroitement avec les organes sécuritaires [répressifs] israéliens? Les directions universitaires et sécuritaires israéliennes ont de bonnes raisons d'être en désaccord entre elles. L'élite sécuritaire se méfie des universitaires à cause de leur supposé parti pris pour les « droits de l'homme » et parce que le monde universitaire se consacre à placer la théorie et la recherche abstraite au dessus de l'expérience pratique dont l'élite sécuritaire est très fière. Quand l'ancien chef d'état-major israélien Dan Halutz a [fermé](#) l'Institut de recherche sur la théorie opérationnelle (OTRI) en 2006, c'était un acte de malveillance motivé par la crainte que des officiers militaires se mettent à [citer](#) Deleuze, Guattari, Foucault voire qu'ils « s'indigènisent » dans le monde académique. L'élite académique, de même, ressent le poids du boycott international des universités et a beaucoup à perdre à renforcer son image d'annexe de R & D pour l'industrie militaire israélienne.

Cependant, les deux groupes dirigeants ont maintenant un ennemi commun, la [droite populiste](#) israélienne en expansion rapide. Des politiciens comme la ministre de la Culture Miri Regev, le ministre de la Défense Avigdor Lieberman et surtout le Premier ministre Benyamin Netanyahou ne font aucun effort pour dissimuler leur mépris des « anciennes élites » principalement identifiées comme Juifs ashkénazes (originaires d'Europe ou d'Amérique du Nord) intégrées dans le vieux parti travailliste et dans les institutions qui dépendent de fonds publics, telles que les universités, l'armée et la police.

Le financement de l'enseignement supérieur en Israël a été de plus en plus détourné des universités de recherche vers les collèges (axés sur les diplômes de premier cycle et la formation professionnelle commercialisable) parce que la

droite populiste israélienne considère le monde universitaire comme «de gauche». Les milieux militants savent moins que les dépenses publiques israéliennes en matière de sécurité, bien que toujours parmi les plus élevées au monde en termes de proportion du PIB, se sont également érodées. Par rapport à près de 15% du PIB [consacré](#) à la défense en 1988, les dépenses en 2017 ont été [enregistrées](#) (quoique grossièrement sous-estimées) à 4,7% du PIB. Ces deux tendances montrent que le contrôle des anciens groupes dirigeants sur les ressources publiques diminue, non pas en termes absolus mais en termes relatifs.

Trois faits récents dans les plus grandes universités israéliennes montrent que malgré la méfiance et la concurrence mutuelles à l'égard des ressources, les institutions universitaires et sécuritaires renforcent leur coopération.

Le premier s'est produit à l'Université hébraïque de Jérusalem, alors que l'université accueillait un événement de recrutement pour l'Association de sécurité israélienne (ISA), également connue sous le nom de « Shin Bet », « Shabak » ou simplement police secrète. La militante [Ilana Hammerman](#) a assisté à l'événement et en a parlé, exposant comment l'université offrait sans réserve un espace de publicité pour l'une des organisations les plus dangereuses et les moins scrupuleuses d'Israël, impliquée dans la [torture](#), le recrutement de [collaborateurs](#) et plus encore.

Le deuxième événement était que l'Université de Haïfa a [remporté l'appel d'offres](#) pour organiser des études supérieures pour l'armée. L'université a conçu un programme spécial pour les officiers militaires afin de leur permettre d'obtenir des diplômes universitaires tout en perturbant le moins possible leurs tâches liées à l'occupation [des territoires palestiniens]. Grâce au programme de l'Université de Haïfa, ils pourraient arrêter les Palestiniens sans procès, ordonner le bombardement de quartiers civils et établir des critères arbitraires aux checkpoints, tout en trouvant le

temps de suivre des leçons et de passer des examens. L'Université de Haïfa a obtenu le droit de gérer trois collèges militaires: le Collège de la défense nationale, le Collège de commandement et d'état-major et le Collège du commandement tactique. L'unification des trois collèges sous la supervision académique de l'Université de Haïfa crée une responsabilité directe de l'université en ce qui concerne la formation et l'éducation du corps des officiers israéliens, et les premiers cours débutent déjà en juillet 2018.

Le troisième événement a été le fonds conjoint de capital-risque de l'université de Tel-Aviv avec l'ISA, pour soutenir des start-ups sécuritaires. La coopération entre l'ISA et l'Université de Tel-Aviv signifie que l'ISA aura accès aux technologies de contrôle des populations, en utilisant l'argent du fonds d'investissement et la réputation universitaires pour donner aux start-ups un air de respectabilité. Selon une [déclaration](#) conjointe de l'ISA et de l'Université de Tel-Aviv datée du 3 juillet, quatre start-ups financées comprennent une start-up qui identifie des «fausses informations», une autre un programme d'intelligence artificielle pour analyser des vidéos et des documents, une autre une technologie de réalité virtuelle destinée à être utilisée dans le pilotage de drones à distance et une dernière proposant des prédictions basées sur le big data et l'apprentissage automatique.

Ces trois événements récents indiquent que la complicité des universitaires israéliens dans le colonialisme israélien et l'apartheid se poursuit, même treize ans après l'appel au boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) qui a fait reconnaître aux universitaires israéliens qu'ils deviennent des parias à cause de cette complicité.

Je crois que les trois événements ont quelque chose en commun. Dans ces trois cas, les services fournis sont destinés à la consommation interne des organisations de sécurité israéliennes. Depuis 2014, les exportations d'armes

israéliennes ont connu une [crise croissante](#), car le concept de «Territoire palestinien occupé» en tant que «laboratoire» de la technologie militaire israélienne s'effondre. En dépit des technologies brillantes et coûteuses mises au point par les compagnies d'armement israéliennes et utilisées contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, la résistance palestinienne n'a ni cessé ni ralenti. Les armes ne tiennent tout simplement pas leur promesse de [pacifier](#) les Palestiniens et, en tant que telles, ne sont pas aussi attrayantes pour les clients potentiels qu'avant.

Une crise similaire se développe dans l'élite universitaire israélienne, qui devient plus que jamais consciente de [l'impact](#) du mouvement BDS. De jeunes Israéliens éduqués et talentueux [quittent](#) le pays en grand nombre, cherchant à étudier, chercher et enseigner ailleurs. Bien que le gouvernement ait lancé un [programme](#) visant à inciter les scientifiques et le personnel de R & D à revenir, les chercheurs comprennent que s'ils rentrent et trouvent un emploi dans une université israélienne, ils risquent de se couper de la communauté internationale de la recherche.

En ce moment de crise, les deux groupes dirigeants israéliens (universitaires et sécuritaires) cherchent un secours en unissant leurs forces et en sollicitant conjointement un financement du gouvernement. Le général Major Isaac Ben Israel est un exemple rare de membre éminent des deux groupes d'élite. En 2011, il a [écrit](#): «[...] ainsi, le système de sécurité injecte chaque année des sommes énormes sur le marché israélien pour le développement de technologies, en mettant l'accent sur les technologies de l'information (haute technologie). Le premier tri, et souvent la source des idées, vient des universités. Le milieu universitaire sert également de source principale pour former le personnel nécessaire à la haute technologie. Le milieu universitaire forme chaque année des milliers de diplômés en ingénierie et en sciences et certains d'entre eux sont ensuite enrôlés dans l'armée

(réservistes), reçoivent une formation dans les centres de R & D du système de sécurité et retournent ensuite sur le marché civil avec de l'expérience et de la formation en entrepreneuriat. La relation complexe entre tous les facteurs sus-mentionnés forme l'infrastructure sociale, économique et culturelle à ce qui a été récemment appelé la «nation start-up».

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : JPB pour BDS France

Une motion sur le boycott académique d'Israël est votée à l'AG annuelle de la Société pour les Études Socialistes

Une motion sur le boycott des institutions académiques israéliennes est votée à l'unanimité à l'AG annuelle de la Société pour les Études Socialistes

26 juin 2018 / par la Société pour les Études Socialistes / Canada

La Société académique canadienne s'engage elle aussi à défendre les droits garantis des étudiants et professeurs à s'engager dans la recherche et l'expression publique sur la Palestine et l'État d'Israël et à soutenir le mouvement BDS.

La Société pour les Études Socialistes (SSS) a rejoint la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël en votant, à son AG annuelle du 31 mai, une motion de soutien au boycott des institutions académiques israéliennes.

La motion, votée à l'unanimité, dit que la Société « reconnaît et qu'elle honorera l'appel de la société civile palestinienne au boycott des institutions académiques israéliennes et que la Société « défend les droits garantis des étudiants et des universitaires où que ce soit de s'engager dans la recherche ou l'expression publique sur la Palestine et l'État d'Israël et en soutien du mouvement boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) ».

Radhika Desai, présidente de la Société, a fait remarquer : « Les membres de la très large audience de l'AG annuelle ont voté à l'unanimité le soutien solidaire avec ceux qui luttent contre le colonialisme.

Soutenir les luttes anti-coloniales chez soi et à l'étranger est un élément nécessaire du travail de notre société pour la justice socialiste. Les institutions israéliennes d'enseignement supérieur en Palestine et en Israël sont directement et indirectement complices du maintien systématique de l'occupation et de la colonisation des Palestiniens et de la politique de discrimination envers les étudiants et les universitaires palestiniens. Le Comité National BDS palestinien, qui représente des centaines d'associations de la société civile palestinienne a fait appel à la solidarité internationale dans sa campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions. Nous sommes fiers de souscrire à cet appel. »

Les réunions de la Société pour les Études Socialistes, tenues à l'université de Regina du 29 au 31 mai, faisaient partie du Congrès des Humanités et des Sciences Sociales et sont arrivées juste après un nouveau massacre de Palestiniens à Gaza par l'armée israélienne. Le 14 mai 2018, Israël a tué 60

Palestiniens et en a blessé 2771 qui manifestaient pacifiquement pour protester contre leur expulsion de masse et leur occupation.

En votant sa motion, la SSS a rejoint des [associations académiques](#) du monde entier, parmi lesquelles, entre autres, l'Association d'Etudes Américaines, l'Association Nationale d'Études des Femmes, l'Association de Littérature Africaine et l'Association Internationale de Géographie Critique.

MOTION-01 : Boycott Désinvestissement Sanctions

Cette année, les réunions de la Société pour les Études Socialistes font à nouveau suite à un autre massacre de Palestiniens qui manifestaient contre leurs 70 ans d'expulsion massive et leurs 51 ans d'occupation. Depuis le 30 mars 2018, l'armée israélienne a tué 122 civils non armés à Gaza, parmi lesquels 14 enfants, et a blessé plus de 13.000 manifestants, dont 155 sont encore dans un état critique.

La Société souhaite exprimer une ferme condamnation de l'État d'Israël pour son incessante colonisation et occupation des terres et de la population palestinienne.

En adoptant la motion suivante (qui a pris modèle sur la [motion](#) de l'Association des Études Techniques Critiques votée le 18 juillet 2014), la Société pour les Etudes Socialistes rejoint les associations académiques qui, à travers le monde, témoignent de leur solidarité envers la société civile palestinienne en participant à la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël.

Attendu que :

- la Société pour les Études Socialistes reconnaît une colonisation permanente dans l'Ile de la Tortue (terme autochtone pour l'Amérique du Nord) et dans le monde et s'engage à démanteler les régimes coloniaux comme part essentielle de son travail pour la justice socialiste,

- les universités et écoles palestiniennes ont été périodiquement obligées de fermer à la suite d'actions liées à l'occupation israélienne, ou ont été détruites par des frappes militaires et l'expansion israéliennes et que les étudiants, militants et universitaires palestiniens sont confrontés à des restrictions de circulation et de voyage qui limitent leur possibilité de suivre des cours à l'université et d'y travailler, de participer à des conférences et d'étudier à l'étranger et, par conséquent, fait obstruction à leur droit à l'éducation,
- l'État d'Israël est engagé dans des pratiques continues de dépossession, de transfert de populations, de colonisation illégale et d'incarcération politique, dans le contexte de la poursuite du colonialisme de peuplement, de l'occupation et du blocus de Gaza,
- l'État d'Israël s'engage dans des activités systématiques de discrimination envers ses citoyens palestiniens ainsi qu'envers les travailleurs migrants et les réfugiés de couleur,
- L'État israélien et les universités israéliennes imposent, directement et indirectement, des restrictions sur l'éducation, les bourses et la participation aux activités du campus, aux étudiants palestiniens d'Israël,
- Israël impose de sévères restrictions aux professeurs et étudiants étrangers qui voudraient assister à des conférences ou faire des recherches en Palestine, de même qu'aux universitaires et étudiants arabes/palestiniens qui souhaitent venir en Palestine et dans l'État d'Israël,
- les institutions israéliennes d'éducation supérieure n'ont pas condamné ou pris des mesures pour s'opposer à l'occupation et à la discrimination raciale contre les Palestiniens d'Israël, mais ont, au contraire, été directement et indirectement complices du maintien systématique de l'occupation et de la politique et des

- pratiques discriminatoires envers les étudiants et les professeurs palestiniens en Palestine et en Israël,
- les institutions universitaires israéliennes sont profondément complices des violations du droit international et des droits de l'Homme par Israël et de son déni du droit à l'éducation et à la liberté académique envers les Palestiniens, en plus de leurs droits fondamentaux tels que garantis par le droit international,
 - la Société pour les Études Socialistes reconnaît le mouvement palestinien pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions en tant que pratique de solidarité et de résistance,
 - la société pour les Études Socialistes défend la recherche et la libre discussion sur ces questions sans censure, ni intimidation, ni harcèlement et cherche à promouvoir partout les échanges, la collaboration et les opportunités universitaires pour les étudiants et les professeurs,

Il est résolu que la Société pour les Études Socialistes reconnaît et honorera l'appel de la société civile palestinienne au boycott des institutions académiques israéliennes.

Il est résolu que la Société pour les Études Socialistes soutient partout les droits garantis des étudiants et des enseignants à s'engager dans la recherche et l'expression publique sur la Palestine et l'État d'Israël et à soutenir le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

Source: [BDS Movement](#)

Traduction J.Ch. pour BDS France

300 personnes à Clermont pour GAZA et pour BDS

Manifestation à Clermont-Ferrand : « GAZA, halte aux massacres et au blocus – Boycott et Sanctions contre l'Etat d'Israël »

Environ 300 personnes se sont rassemblées samedi 7 avril à 14h sur la place de Jaude de Clermont-Ferrand (où déambulaient de nombreux passants sous le soleil), pour dénoncer les crimes de guerre cyniques commis depuis le vendredi 30 mars par l'armée israélienne contre les habitants de Gaza qui manifestaient pacifiquement contre le blocus et pour leur droit au retour sur la terre de Palestine.

Cette manifestation a eu lieu à l'initiative de l'AFPS 63 et BDSF 63, et à l'appel de 33 organisations signataires du [tract ci-joint](#), ainsi que plus récemment de 3 autres organisations : « Ass. Excellence Education Savoir », « Génération.s 63 » et « Mosaïc 63 ». Le syndicat Solidaires Auvergne avait mis à disposition son véhicule et la sono, et le NPA tiré la moitié des 2.000 tracts du Collectif (1.100 ont été distribués au total).

A partir de 13h, une quinzaine de militants (AFPS, BDSF, NPA, UNEF, ...) ont distribué des centaines de tracts dans des zones passantes du centre ville.



L'accueil des manifestants a été un peu chahuté par la son d'un stand voisin de LREM en campagne pour les européennes de 2019, d'où quelques échanges verbaux et slogans dénonçant la complicité de Macron avec Israël, jusqu'à ce que des militants du Collectif Palestine aillent calmer le jeu, et qu'un cordon de policiers viennois s'interpose. La présence de ce stand LREM nous a toutefois valu une bonne visibilité de la manifestation dans le journal de FR3 Auvergne (voir entre 1 min 30 et 1 min 52) :



Vers 14h30, Marwan de l'AFPS a lu une liste, malheureusement incomplète, des noms et de l'âge des jeunes victimes. Puis les participants, qui reflétaient une grande diversité de citoyens de tous âges, dont de nombreuses femmes, ont fait une minute de silence, la plupart en s'allongeant par terre. Nous avons ensuite défilé pendant plus d'une heure autour de la place de Jaude, puis sur un parcours du centre ville autour de la

préfecture, derrière une grande banderole « Justice pour les Palestiniens, Boycott et Sanctions contre Israël », ainsi que de nombreux drapeaux AFPS et une banderole BDSF.



Le défilé a été très dynamique et déterminé, de très nombreux manifestant-e-s reprenant sans cesse 4 slogans principaux :

« GAZA VIVRA, PALESTINE VAINCRA » ; « ISRAËL ASSASSIN, MACRON COMPLICE » ; « BOYCOTT ISRAËL, ÉTAT CRIMINEL » ; « A PARIS COMME A BRUXELLES, DES SANCTIONS CONTRE ISRAËL ». Des visuels A4 et A3 avec ces slogans étaient portés par de nombreuses personnes.

Des slogans de l'UNEF pour la libération de Salah Hamouri et des prisonniers politiques palestiniens ont aussi été repris par la manifestation.



Comme ni Mr le Préfet, ni son représentant n'avaient prévu de nous recevoir ce samedi, nous sommes ensuite revenus sur la

grand place au pied de la statue de Vercingétorix, et différentes organisations ont fait des prises de parole avant la dispersion de la manifestation : AFPS 63, MJCF 63, Albertville Vallée Jourdain Solidarité, UNEF et CGT. Ces prises de parole ont, notamment, appelé le gouvernement français à prendre des sanctions fortes, comme l'embargo militaire, et nos concitoyens à boycotter l'État israélien, aux niveaux politique, économique, culturel, sportif et universitaire.

Nous avons enregistré une adhésion et 3 promesses d'adhésion à l'AFPS 63. Plusieurs manifestant-e-s que nous rencontrons pour la première fois ont indiqué avoir été mobilisé-e-s par [notre page Facebook](#) Palestine 63 solidarité.

IAW 2018 MARSEILLE: conférence avec Adri Nieuwhof

Voilà la soixantaine de personnes venues écouter Adri Nieuwhof, chercheuse, avocate des droits humains et journaliste à l'Electronic Intifada, nous parler de l'apartheid en Israël et du seul moyen d'aider le peuple palestinien à résister à ce système : la campagne BDS! Merci à elle d'avoir si bien su captiver l'auditoire!

Suivez-nous sur [Facebook](#)!

Suivez-nous sur [Twitter](#)!

LYON – IAW 2018: « Palestine sous Apartheid »

La conférence « Palestine sous Apartheid » du 22 mars à Lyon a été un incontestable succès. Une assemblée attentive de plus de 100 participants ont pu suivre l'exposé très construit d'Adri Nieuwhof. C'est la première fois qu'une université lyonnaise accueillait en son sein une conférence dans le cadre de la « semaine contre l'Apartheid israélien » (IAW). L'implication forte des étudiants de l'université Lyon 2, en premier lieu le syndicat solidaires étudiant-e-s et l'association Art'issa ont généré ce succès.

L'exposé d'Adri Nieuwhof a permis de mieux comprendre la situation actuelle des palestiniens et a également permis de revenir sur l'histoire de l'apartheid en Afrique du Sud. De l'histoire d'hier à l'Apartheid d'aujourd'hui, du quotidien sous occupation à la situation des universités palestiniennes, l'intervenante balaya nombre d'aspects comme autant de clés de compréhension. L'exposé se termina par le pourquoi de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).

La conférence se prolongea par un jeu de questions et d'interventions très riche. Un succès de bon augure pour les années à venir.

IAW 2018 à Saint-Nazaire

Conférence à Saint-Nazaire le 20 Mars dernier dans le cadre de la semaine contre l'apartheid israélien avec Adri Nieuwhof.

Beaucoup de sollicitations ce soir là, néanmoins une trentaine de personnes, dont beaucoup de jeunes, ce sont réunies au lycée expérimental de Saint Saint-Nazaire pour assister à la conférence intitulée:

» **Le rôle des entreprises et des gouvernements dans les violations du droit international par Israël** ».

Suivez-nous sur [Facebook!](#)

Suivez-nous sur [Twitter!](#)

Semaine Contre L' Apartheid Israélien (IAW) Rennes 2018

- **Le 1er événement à Rennes** de la semaine contre l'apartheid 2018 s'est déroulé le jeudi 15 Mars réunissant plus d'une quarantaine de personnes!

Au programme: Soirée de soutien à Gaza avec présence de Sarah Katz et Pierre Stambul de l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix) et de Vivian Petit autour de son ouvrage « Retours sur une saison à Gaza » – Présentation de la situation à Gaza avec un focus sur un projet de soutien aux paysans de Khuza'a, au Sud Est de la bande Gaza qui résistent et cultivent des terres dont Israël voudrait faire un no man's land... Présentation également de la campagne BDS, de l'IAW et des

prochaines initiatives la semaine prochaine...

La soirée s'est terminée par un concert.



- **Le 2ème évènement** de la semaine contre l'apartheid israélien à Rennes s'est tenu le 17 mars au CRIDEV!

À la place de la sensibilisation et formation initialement prévue avec la plateforme des ONG pour la Palestine, une petite séance d'autoformation sur la Palestine s'est tenue avec une dizaine de personnes.

Au programme improvisé: petit temps de débat et de construction collective de définition autour des mots: Apartheid, Sionismes, Colonialisme et focus sur le mot Nakba.

Ensuite diffusion et débat autour du documentaire « Deir Yassin Remembered » qui retrace le massacre des habitant-e-s de ce village palestinien le 9 Avril 1948 par les milices sionistes.

La soirée s'est terminée par une présentation de l'IAW et du programme local!

• Une 1ère conférence s'est tenue le 19 mars à l'Université de Rennes 2.

Une quarantaine de personnes étaient présentes.

A la tribune, Adri Nieuwhof militante et défenseuse des droits humains, journaliste pour Electronic Intifada. Adri a contribué à l'époque à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et participe aujourd'hui activement au développement de la campagne Boycott Désinvestissement Sanction (BDS) en Palestine et en Europe.

Elle était accompagnée à la tribune d'Ahmed Alustath , palestinien, réfugié dans la bande Gaza. Il est aujourd'hui doctorant-chercheur en sciences du langage et analyse du discours sur la question palestinienne à l'université de Besançon en France.

La conférence s'intitulait: « De la nakba à aujourd'hui, situations et pistes de résistances à l'apartheid israélien »

Deux présentations très complémentaires entre une alliée du mouvement de résistance complétée par le discours d'Ahmed lui, en tant que principal concerné. Une conférence qui a donc débuté par une contextualisation historique avec quelques dates clefs sur le processus de création de l'état colonial

israélien et de la résistance au projet (la Déclaration de Lord Balfour, la création de l'Agence Nationale Juive, la colonisation des britanniques...) , un focus ensuite sur la Nakba, ce processus toujours en cours en Palestine. La conférence s'est poursuivie par la présentation d'une étude comparée entre la situation en Afrique du Sud et en Palestine sur la question de l'apartheid avec la mise en relief d'éléments de comparaison permettant de qualifier les pratiques d'Israël à l'encontre du peuple palestinien comme politiques d'apartheid. Pour terminer, un focus sur la campagne BDS, et plus particulièrement sur le pan académique de celle-ci au vu du rôle des universités israéliennes comme parties prenantes intégrales de la machine coloniale. Un court débat a ensuite eu lieu avec la salle.

Un grand merci à toutes les personnes qui sont venues assister à la conférence!



- **La deuxième conférence** dans le cadre de la semaine contre l'apartheid israélien à Rennes s'est tenue le jeudi 22 mars dernier.

« Malgré » le contexte de mobilisation sociale (logique et légitime) une quinzaine de personnes se sont tout de même retrouvées dans une des salles de café du Babazula à côté de l'IEP bloqué pour la journée. Un grand merci au camarade du café!!

Nous avons donc eu le plaisir de recevoir pour cette soirée, Joseph Osterlé, président de l'AURDIP avec qui nous avons eu l'occasion d'échanger sur la situation des différentes universités palestiniennes, leurs histoires, les conditions

des étudiant-e-s et des enseignant-e-s palestinien-ne-s (manque de moyens pour les universités, les agressions perpétuelles sur les campus, les arrestations, difficultés de circulation...) Un focus a ensuite été mis sur les rôles des universités israéliennes dans la machine coloniale et dans le maintien de l'apartheid, leurs liens avec les entreprises d'armements israéliennes, la présence de généraux de l'armée de l'état colonial comme enseignant-e-s au sein des universités Israéliennes...

Nous avons terminé sur une présentation de l'enjeu du boycott universitaire ainsi que de la situation de l'IEP de Rennes du fait du partenariat contracté avec l'Université de Tel Aviv. Un temps d'échanges a eu lieu ensuite avec la salle.

Un grand merci à Mr Osterlé pour ce temps de conférence et d'échanges et pour les précieux apports de toutes ces informations.



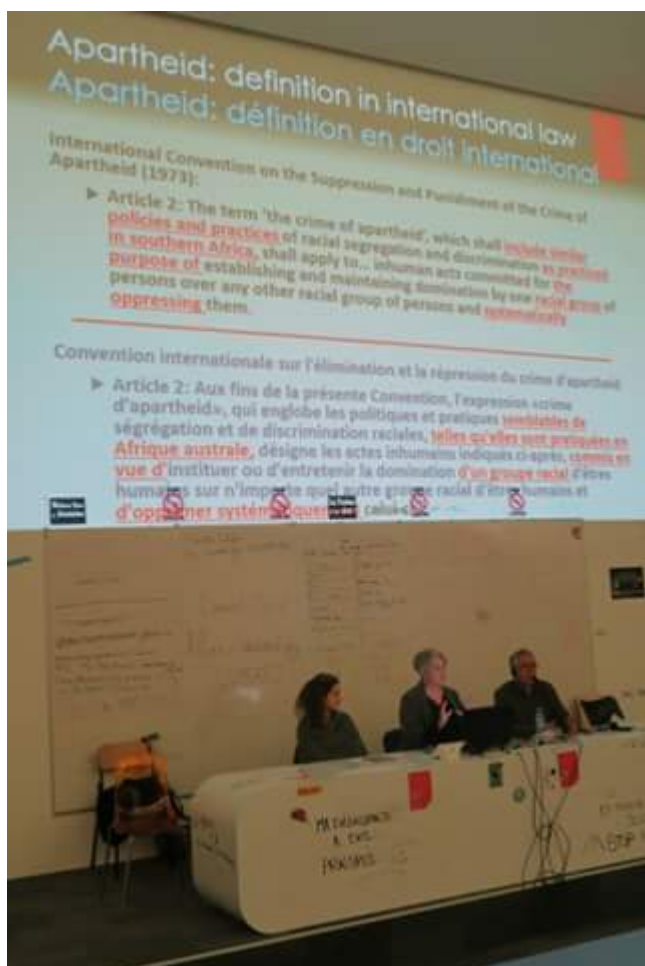
Suivez-nous sur [Facebook!](#)

Suivez-nous sur [Twitter!](#)

IAW 2018 TOULOUSE

La conférence-débat de Virginia Tilley « Repenser la question palestinienne », prévue aujourd'hui à Toulouse dans le cadre de la semaine contre l'apartheid israélien, a bien eu lieu au Grand Amphi de l'université Jean Jaurès malgré l'interdiction de la présidence. Elle a réuni 120 personnes dont une très grande majorité d'étudiant.e.s. Ce qui est un succès compte-tenu du blocage de l'université et de l'absence totale de

cours. La réunion a été ouverte par les camarades de l'[UET – Union des ÉtudiantEs de Toulouse](#) organisatrice de l'évènement en collaboration avec [Campagne BDS Toulouse](#). Le discours de VirginiaTilley a été suivi avec beaucoup d'attention par l'assistance avant un débat bien sûr trop court!



Retrouvez-nous sur [Facebook!](#)

Et sur [Twitter!](#)

Succès de la soirée à Paris

sur les boycotts culturel et universitaire

Cette soirée BDS sur l'importance des boycotts culturel et universitaire a eu lieu le 22 mars et était organisée dans le cadre de la semaine anti-coloniale et antiraciste et de « 2018 Le Temps de la Palestine ». Elle a été un grand succès. La salle était comble malgré les grèves de transports affectant plusieurs banlieues.

Les exposés de Sonia Fayman (sur le boycott culturel) et de Ivar Ekeland (sur le boycott universitaire), les discussions et les interventions diverses, et une vidéo sur la mobilisation à Biarritz et à Bayonne contre le « focus Israël » de la FIPA 2018 ont été bien appréciés.

Il a été montré comment l'État d'Israël se sert de la culture pour essayer de redorer son image et comment il nie, combat ou détourne la culture palestinienne.

Il a été répondu aussi à la question des gens qui demandent « Pourquoi boycottez-vous spécialement l'Etat d'Israël, alors que des atrocités se produisent dans beaucoup d'autres régions du monde que la Palestine ? » Réponse soulignant notamment que c'est le peuple palestinien lui-même qui nous demande de pratiquer le BDS.

D'autres mobilisations en cours ont été évoquées, en particulier celles contre les trois premières étapes du Giro en Israël et celle en solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens, notamment pour la libération de Salah Hamouri et le lancement de la « Campagne pour la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers d'Israël » dont la Campagne BDS France-Paris est partie prenante (43 participantEs ont signé la pétition)

Le public est reparti avec des informations précises et mobilisatrices.

Voici des enregistrements vidéo de la soirée :

- L'intervention d'Ivar Ekeland :

- et les trois quarts de l'intervention de Sonia Fayman :

- **PLUSIEURS [PHOTOS](#)**

- et cette vidéo réalisée successivement lors d'un débat au FIPA 2018 à Biarritz, édition au service de l'apartheid israélien, puis lors d'une initiative à Bayonne pour s'opposer à ce festival.

Succès en France de la 14ème semaine contre l'apartheid israélien ! (IAW)

[English below]

Cycle de conférences, actions BDS, soirée musicale, séance d'autoformation ... 9 villes en France ont mis en place une série d'événements dans le cadre de deux semaines contre l'apartheid israélien s'étalant du 12 au 23 Mars 2018.

Lundi 12 : Sciences Po Paris et Mediapart – Lundi 12 : Montpellier Université Paul Valéry – Mercredi 14: Toulouse Université Jean Jaurès et Maison Blanche – Jeudi 15: Université Grenoble Alpes – Vendredi 16: Université Jean Monnet St Étienne – Lundi 19: Rennes – Mardi 20: St Nazaire Lycée Expérimental – Jeudi 22 : Lyon Université Lyon 2 – Vendredi 23: Marseille

Pour rappel, la Semaine contre l'apartheid israélien (IAW) a deux objectifs principaux :

- **Alerter l'opinion publique sur le fait qu'Israël est un État d'apartheid et que cette situation doit être abolie comme l'a été l'apartheid en Afrique du Sud**
- **Rallier des soutiens à la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancée et portée par la société civile palestinienne depuis 2005.**

L'année dernière marquait les 100 ans de lutte depuis la déclaration Balfour, 2018 marque les **70 ans de résistance à la Nakba* toujours en cours et qui a constitué le thème de cette semaine contre l'apartheid israélien.**

Nous avons ainsi eu l'occasion de recevoir deux intervenantes pour deux tournées en France dans le cadre de l'IAW:

la première semaine, Mme **Virginia Tilley**, professeure de science politique à la Southern Illinois University-Carbondale (États-Unis), co-auteure, avec Richard Falk, du rapport de l'ONU intitulé « Les pratiques israéliennes à l'égard du peuple palestinien et la question de l'apartheid ». Rapport censuré par le Secrétaire général de l'ONU.

La deuxième semaine, Mme **Adri Nieuwhof**, chercheuse et défenseuse des droits humains, journaliste pour l'Electronic Intifada, qui a fait campagne contre l'apartheid en Afrique du Sud et a dirigé plusieurs ateliers pour organiser la campagne BDS en Palestine et en Europe.

Certaines des villes organisatrices ont reçu des pressions locales de la part de relais d'Israël, néanmoins l'ensemble des événements prévu ont eu lieu et ce majoritairement au sein des campus universitaires. Le public était également au rendez-vous!

Inspiré-e-s par la résistance populaire en Palestine, nous avons, en tant qu'allié-é-s, fait de l'Israel Apartheid Week

2018 une contribution pertinente à la lutte palestinienne pour la liberté et la justice.

Retrouvez tous les détails de chaque événement sur Facebook: [IAW France](#), [BDS France](#) , et sur Twitter: [CampagneBds](#)

**Nakba : (catastrophe en arabe) n'est pas un événement, mais un processus qui continue aujourd'hui : l'expulsion des Palestinien-ne-s de leur terre.*

Le 15 mai 1948, la Palestine est rayée des cartes au lendemain de la proclamation de l'État d'Israël que la communauté internationale s'est empressée de reconnaître. Dans les mois qui ont précédé et suivi ce jour funeste, des centaines de villes et villages palestiniens furent détruits par les forces armées sionistes, forçant deux tiers de la population palestinienne à prendre la route de l'exil. La Nakba (catastrophe) palestinienne n'est pas juste une période révolue, c'est une entreprise systématique de déracinement des Palestinien-ne-s de leur terre et de répression pour les priver de toute expression politique propre.





**70 ANS DE RÉSISTANCE À LA NAKBA CONTINUE
ISRAELI APARTHEID WEEK 2018**

**GRENOBLE
LYON
PARIS
MARSEILLE
MONTPELLIER
RENNES
SAINT-ETIENNE
SAINT-NAZAIRE
TOULOUSE**

autres speakers
Virginia Tilley
Adri Nieuwhof

bdsfrance.org 12-24 Mars 2018 **BDS**

**Success of the
14th IAW in France
against**

Israeli Apartheid

In the framework of IAW, several events which included a series of lectures and debates, BDS actions, a musical evening and a self-training session were organised from 12 to 23 March 2018 in the following French cities: Paris, Lyon, Montpellier, Toulouse, Grenoble, Saint Etienne, Rennes, Saint Nazaire and Marseille.

IAW has two major purposes:

- To alert public opinion to the fact that Israel is an apartheid state and that this situation must be brought to an end, as happened in the case of South Africa.
- To win support for the Boycott-Divestment-Sanctions (BDS) Campaign, launched and backed by Palestinian civil society since 2005.

Last year marked 100 years of struggle since the Balfour Declaration and 2018 marks 70 years of resistance to the Naqba*, which is still in progress, and which was the theme of the 2018 IAW.

We were glad to welcome two speakers who toured France during IAW:

Virginia Tilley, Professor of Political Science at Southern Illinois University-Carbondale in the USA and co-author, together with Richard Falk, of the United Nations report entitled: "Israeli Practices towards the Palestinian People and the Question of Apartheid". The report was subsequently censored by the UN Secretary-General.

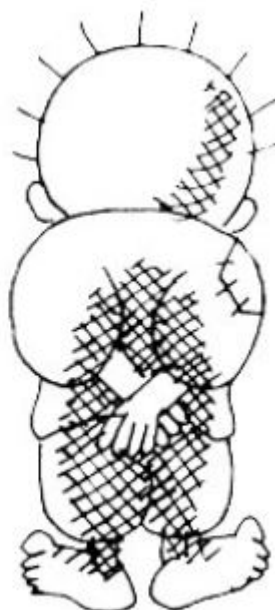
Adri Nieuwhof, researcher and human-rights defender, journalist for the Electronic Intifada, who campaigned against apartheid in South Africa and who has conducted several workshops to organise the BDS campaign in Palestine and in Europe.

In some cities the organisers came under local pressure from agents of Israel, nevertheless all the events took place and were well attended, most of them being held on university campuses.

Inspired by and as allies of the popular resistance in Palestine, we made the French IAW 2018 a fitting contribution to the Palestinian struggle for freedom and justice.

Details of each event can be found on the Facebook page IAW France, on BDS France (website and FB) and on Twitter CampagneBDS.

* The Naqba (catastrophe in Arabic) was not an event but is a process, which continues to this day: the expulsion of the Palestinians from their land. On 15 May 1948, Palestine was wiped off the map when the proclamation of the State of Israel was hurriedly recognised by the international community. In the months that preceded and followed that fateful day, hundreds of Palestinian towns and villages were destroyed by the Zionist armed forces and two-thirds of the population were compelled to flee into exile.



La Conférence sur les études féminines en Thaïlande rompt ses liens avec une université coloniale israélienne

Campagne BDS-Thaïlande et Campagne Solidarité Palestine-Thaïlande – 5 mai 2018

L'Université Kasetsart de Bangkok met fin à son partenariat avec l'Université Ariel pour la Conférence sur les études féminines de juin 2018.

La Campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions)-Thaïlande et la Campagne Solidarité Palestine (PSC)-Thaïlande saluent la décision de principe prise par l'Université Kasetsart de Bangkok et par le Centre international pour la recherche et le développement (ICRD) de mettre fin à tous liens avec l'Université coloniale israélienne Ariel pour la prochaine Conférence internationale sur les études féminines et les études de genre.

Les Campagnes BDS et PSC-Thaïlande ont été informées il y a quelques semaines, par des universitaires, que l'Université Ariel était partenaire de la Conférence prévue les 29 et 30 juin 2018 à l'Université Kasetsart.

Outre ce partenariat officiel, la professeure Mally Shechory-Bitton, vice-rectrice et responsable du département de criminologie de l'Université Ariel, était annoncée comme la « présidente académique de la Conférence » et aussi comme le principal « intervenant » et membre du « Comité scientifique international » de la Conférence.

Avec le soutien d'universitaires et de la Campagne palestinienne pour les boycotts académiques et culturels d'Israël (PACBI), les Campagnes BDS et PSC-Thaïlande ont contacté les autorités de l'Université Kasetsart et du Centre international pour la recherche et le développement (ICRD) pour leur demander de se retirer du partenariat de l'Université Ariel et d'annuler l'invitation à la professeure Mally Shechory-Bitton. Le mouvement BDS cible les institutions en raison de leur complicité avec l'oppression israélienne des Palestiniens, il ne cible pas les individus. Dans le cas de la professeure Mally Shechory-Bitton, l'appel à l'annulation de son invitation était justifié par son rôle en tant que représentante d'un établissement d'enseignement supérieur colonial engagé dans de graves violations du droit international.

Les campagnes BDS et PSC-Thaïlande ont soulevé le fait que l'Université Ariel est une université israélienne située dans une colonie de peuplement israélienne illégale, au sein du Territoire palestinien occupé, et par conséquent, construite sur une terre qui a été volée aux Palestiniens. Selon le droit international, le transfert de population depuis l'État occupant à l'intérieur du territoire occupé et la création de colonies de peuplement constituent un crime de guerre. Les colonies de peuplement israéliennes ont été à plusieurs reprises déclarées illégales en droit international par des Institutions des Nations-Unies, telles que le Conseil de Sécurité, l'Assemblée générale et la Cour internationale de Justice. De fournir un lieu pour un événement organisé, même en partie, par une université coloniale engagée dans des crimes de guerre aurait impliqué l'Université Kasetsart et l'ICRD dans ces crimes de guerre, et profondément nuire à leur réputation.

Après un échange de courriels et de lettres, l'Université Kasetsart et l'ICRD ont décidé d'annuler le partenariat de l'Université Ariel et l'invitation à la professeure Mally

Shechory-Bitton. Cette sage décision a été prise rapidement, elle est conforme au droit international et à la position de l'État de Thaïlande qui a constamment voté en faveur des résolutions des Nations-Unies déclarant illégales les colonies de peuplement israéliennes, et qui a reconnu la Palestine comme un État souverain.

<https://bdsmovement.net/news/womens-studies-conference--thailand-cuts-ties-israeli-settlement-university>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

SEMAINE CONTRE L'APARTHEID ISRAÉLIEN (IAW) 2018

Chaque année, la semaine contre l'apartheid israélien (IAW) a lieu dans plus de 200 universités et villes partout dans le monde. Des projections de films, des conférences et des actions innovantes sont mises en place durant cette semaine en vue d'accroître le soutien à la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), initiée par les Palestinien-ne-s.

Inspiré-e-s par la résistance populaire en Palestine, nous espérons en tant qu'allié-e-s, faire de l'Israeli Apartheid Week 2018 une puissante contribution à la lutte palestinienne pour la liberté et la justice.

En effet, la Semaine contre l'apartheid israélien (IAW) a deux objectifs principaux :

- **Alerter l'opinion publique sur le projet colonialiste en cours d'Israël et sur sa politique d'apartheid vis-à-vis**

du peuple palestinien.

- **Rallier des soutiens à la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancée et portée par la société civile palestinienne depuis 2005.**

L'année dernière marquait les 100 ans de lutte depuis la déclaration Balfour, 2018 marque les **70 ans de résistance à la Nakba* toujours en cours et constitue donc le thème de cette semaine contre l'apartheid israélien.**

70 ans de résistance au nettoyage ethnique, aux crimes quotidiens et à la dépossession des terres palestiniennes perpétrés par l'état colonial israélien et par ses complices.

En France, l'année dernière l'ensemble des villes mettant en place cette semaine a été confronté à la pression, des menaces physiques de la part de relais d'Israël en France ainsi que des menaces de censures lancées directement par Mme Aliza Bin Noun, ambassadrice d'Israël en France. En effet, à l'annonce de la programmation, celle-ci a fait pression sur les mairies et les universités où se tenaient les conférences.

L'IAW se déroule cette année en pleine saison France Israël qui se traduit par la mise en place de différents événements culturels sur tout le territoire visant à relayer la propagande coloniale. Des [actions de résistances comme à Lille](#) ont déjà eu lieu avec succès ! L'ensemble des événements prévus dans le cadre de l'IAW l'année dernière s'est tenu et il en sera de même cette année !

Malgré toutes les attaques judiciaires contre BDS, les alliés du mouvement BDS à l'international continueront de mener des actions, de construire des liens et des solidarités avec d'autres luttes populaires en vue d'obtenir la liberté et l'application de la justice pour tous les peuples en luttés.

L'équipe d'organisation IAW France

*Nakba : *(catastrophe en arabe) n'est pas un événement, mais*

un processus qui continue aujourd'hui : l'expulsion des Palestinien-ne-s de leur terre.

Le 15 mai 1948, la Palestine est rayée des cartes au lendemain de la proclamation de l'État d'Israël que la communauté internationale s'est empressée de reconnaître. Dans les mois qui ont précédé et suivi ce jour funeste, des centaines de villes et villages palestiniens furent détruits par les forces armées sionistes, forçant deux tiers de la population palestinienne à prendre la route de l'exil. La Nakba (catastrophe) palestinienne n'est pas juste une période révolue, c'est une entreprise systématique de déracinement des Palestinien-ne-s de leur terre et de répression pour les priver de toute expression politique propre.

Pétition pour un Institut d'études politiques Solidaire : Non aux partenariats complices d'apartheid

Cette pétition, à destination des enseignant-e-s chercheur-e-s, doctorant-e-s et professeur-e-s de facultés, s'oppose au partenariat signé entre Sciences Po Rennes et l'Université de Tel Aviv. Elle défend à une plus large échelle l'adoption d'une déclaration engageant l'IEP de Rennes à ne plus contracter de partenariats avec les universités israéliennes, ni avec les universités complices d'atteintes aux droits humains.

POUR UN IEP SOLIDAIRE : NON AUX PARTENARIATS COMPLICES D'APARTHEID

L'université de Tel Aviv est décriée à travers le monde pour son implication dans le système d'apartheid, dans l'oppression quotidienne des palestinien-ne-s et pour ses liens étroits et affirmés avec l'armée israélienne à travers la recherche technologique, théorique et stratégique en matière militaire et la formation des futurs cadres de l'armée.

Ainsi, nous, étudiant-e-s de l'IEP de Rennes avons fortement réagi lors de la venue de l'ambassadrice d'Israël en France le 30 mars 2017 dernier(1). Depuis, nous nous mobilisons tous les jours en vue de voir le partenariat officialisé à l'occasion entre l'IEP et l'UTA s'achever et pour s'assurer de son non-renouvellement !

Une pétition a été lancée en vue de porter la voix des étudiant-e-s auprès des instances décisionnelles de l'institut qui à ce jour avoisine les 350 signatures. Le mot d'ordre est le suivant :

« Étudiant-e-s, prenons conscience de notre pouvoir et mobilisons nous pour engager notre école dans une démarche positive, celle de promouvoir la solidarité entre les peuples, à travers le boycott des universités israéliennes mais aussi à travers l'adoption d'une déclaration de principe visant à ne jamais renouveler des partenariats complices de crimes d'apartheid – comme c'est le cas avec l'Université de Tel Aviv. C'est par le boycott que le régime d'apartheid s'est éteint en Afrique du Sud, et nous devons nous saisir de cette possibilité d'agir.

Au nom du respect du droit international, de l'éthique, des droits humains et de la solidarité internationale, nous, étudiant-e-s de Sciences Po Rennes, nous mobilisons pour :

- Le non-renouvellement du partenariat contracté avec

l'Université de Tel Aviv

- L'adoption d'une déclaration engageant l'IEP à ne plus contracter de partenariats avec les universités israéliennes, ni avec les universités complices d'atteintes aux droits humains »

Ce premier travail de sensibilisation et de récolte n'est cependant pas pris en compte par la direction de l'IEP. Dès lors, nous avons besoin de soutiens extérieurs dans la stratégie engagée pour convaincre la direction de mettre un terme à ce partenariat honteux.

Nous avons besoin de la voix de tous et toutes les enseignant-e-s chercheur-e-s, les doctorant-e-s, les professeur-e-s de facultés.

Signature ou courrier rédigé par vos soins sont les bienvenues.

Les étudiant-e-s de l'IEP de Rennes

Si vous êtes travailleur-euse de l'enseignement supérieur, vous pouvez exprimer votre soutien à cette pétition en la [signant ici](#)

Un festival de propagande israélienne annulé dans une université française

Par Ali Abunimah, Electronic Intifada

Les militants célèbrent une victoire pour les droits des Palestiniens après qu'un festival faisant la promotion d'Israël ait été annulé à l'université de Lille, dans le nord de la France, la semaine dernière.

Pendant ce temps, le gouvernement continue d'être complice des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, qu'il prétend dénoncer.

Le festival [Escale en Israël](#) devait se dérouler du 14 au 17 Février, avec des conférences, de la musique, des films, des dégustations de vins et de gastronomie. Il était sponsorisé par l'université et plusieurs entreprises privées.

Lille | L'Université Lille 1 dit non à l'apartheid israélien !

Le festival « Escale en Israël », en lien avec l'Institut Français et sa « Saison croisée France-Israël », a été annulé suite aux protestations écrites et à l'intervention des militants. <https://t.co/ghSk2yJBtS> pic.twitter.com/t7Tpa5UbUK

– BDS France (@Campagnebds) [17 février 2018](#)

En apparence organisé par des étudiants de commerce de l'université, le festival faisait aussi [partie](#) de la [Saison France-Israël 2018](#), une série d'évènements de propagande soutenu par l'Institut Français, la branche culturelle du gouvernement français à l'international, en collaboration avec Israël.

La Saison France-Israël a pour objectif de célébrer les 70 ans du nettoyage ethnique de la Palestine en 1948, qui servit à créer « l'état juif » sur les ruines des vies, des villages et des villes des Palestiniens.

La branche locale de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) [a écrit](#) au président de l'université pour [demander](#) l'annulation du festival Escale en Israël.

L'association écrit que "bien qu'il prétend avoir lieu à des fins culturelles," le festival "masquerait les crimes régulièrement commis par cet état colonial, à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza ou à l'intérieur même d'Israël."

Deux professeurs ont également [écrit](#) au président, exhortant l'université d'annuler un festival qui a pour objectif de "blanchir la politique israélienne d'apartheid et de colonisation."

L'AFPS [a appelé à manifester](#) sur le campus le soir où le festival devait commencer.

Des militants [sont venus](#) avec des drapeaux palestiniens et des posters demandant la libération d'Ahed Tamimi, l'adolescente victime d'un simulacre de procès par les autorités militaires israéliennes pour avoir giflé et bousculé des soldats d'occupation lourdement armés après que l'un d'entre eux ait tiré sur son cousin, à la tête.

D'autres [tenaient des posters](#) soutenant Salah Hamouri, le défenseur franco-palestinien des droits humains qui est [emprisonné par Israël](#) sans charge ni procès depuis le mois d'Août.

Réalisant qu'ils faisaient face à une opposition déterminée de défenseurs des droits humains, les organisateurs du festival décidèrent d'y mettre fin.

"Les manifestants nous ont dit qu'ils viendraient protester à chacun de nos événements, alors nous avons décidé d'arrêter," a [déclaré à la presse](#) Gaëlle Robin, une étudiante en marketing qui avait aidé à l'organisation du festival pro-israélien. "Nous ne voulions pas créer plus de polémique à ce sujet."

BDS France, un groupe militant qui soutient la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits des Palestiniens, [a qualifié](#) l'annulation "de belle victoire contre la normalisation de l'apartheid israélien."

La colère de l'ambassade israélienne

L'ambassadrice d'Israël à Paris, Aliza Bin Noun, a exprimé son indignation et a demandé la condamnation par les dirigeants français des étudiants et des professeurs qui soutiennent les droits des Palestiniens.

Dans [une lettre ouverte](#) au président de l'université de Lille, Mme Bin Noun affirme que le mouvement BDS est illégal en France et que l'annulation "nourrit l'incitation à la violence et à la haine d'Israël."

La demande de Mme Bin Noun aux autorités est compréhensible puisqu'il semblerait qu'en France, comme dans d'autres pays, les jeunes gens sont bien plus ouverts aux droits des Palestiniens que les élites de l'état, alignées sur Israël.

Mme Bin Noun le sait pour s'y être confrontée : en Mars dernier une grande partie des étudiants de la prestigieuse université de Sciences Po Rennes ont [quitté leur amphi](#) alors que l'ambassadrice donnait une conférence sur leur campus, scandant "Liberté pour la Palestine."

L'assureur contesté

Un autre signe qui montre que les militants français ne se laissent pas museler par la main de fer des autorités est qu'ils [ont manifesté](#) dans une dizaine de villes plus tôt ce mois-ci devant les bureaux du géant de l'assurance basé en France, AXA.

Ceci fait [partie d'une campagne en cours](#) pour exiger de l'entreprise qu'elle se retire des banques israéliennes qui sont impliquées dans la construction des colonies illégales

israéliennes sur les terres palestiniennes occupées.

Le soutien de la France à l'économie des colonies israéliennes

Alors que les défenseurs des droits humains en France continuent de dénoncer la complicité de leur pays avec le régime d'occupation et de colonisation d'Israël, leurs dirigeants continuent de la renforcer.

Ce mois-ci, l'ambassade de France à Tel-Aviv s'est encore une fois associée à la chaîne de supermarchés Shufersal dans le cadre de la semaine "So French So Food", une "[célébration](#)" de la gastronomie en Israël, soutenue par le gouvernement français.

Les magasins Shufersal mettent en vue des produits français, soulignant bien que la promotion est "en coopération avec l'ambassade de France."

Lors des [mêmes promotions en 2016](#), ces publicités étaient présentes aussi dans les magasins Shufersal des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

Toutes les colonies israéliennes sont illégales selon le droit international et la France, comme d'autres pays européens, affirme les rejeter.

Mais cette photo prise la semaine dernière par un militant israélien montre bien les promotions soutenues par le gouvernement dans le magasin Shufersal, au [17 Tzvia ve Yitzhak Street de la colonie Gilo](#) (voir plus bas).

On sait depuis longtemps que l'entreprise Shufersal tire profit de la colonisation, et la presse israélienne a rapporté qu'elle figure parmi les centaines d'entreprises de la [liste des Nations Unies](#) de compagnies faisant du commerce dans les colonies illégales.

Shufersal possède des branches dans les colonies à travers la Cisjordanie, y compris Jérusalem Est occupée, [selon Who](#)

[Profits](#), une association qui fait des recherches sur les entreprises complices de l'occupation militaire et de la colonisation israélienne.

Shufersal achète et distribue également des produits des colonies.

Un ministre hollandais démissionne

En fin d'année dernière, l'ambassade hollandaise à Tel-Aviv [a signé un partenariat similaire](#) avec l'entreprise dans les colonies.

Questionné sur le sujet par des députés, le ministre hollandais des affaires étrangères, Halbe Zijlstra, [a trompé le parlement](#) en affirmant que la promotion chez Shufersal ne concernait pas les colonies. Des photos montrent le contraire.

Une lettre obtenue par des parlementaires [discrédite encore plus](#) l'affirmation de Zijlstra que l'ambassade de Hollande avait découragé les entreprises hollandaises d'opérer dans les colonies de Cisjordanie lorsqu'elle leur a demandé de participer à la promotion de Shufersal.

Des parlementaires [ont soumis des questions complémentaires](#), mais Zijlstra ne sera pas tenu responsable en tant que ministre des affaires étrangères.

Il a [démissionné de son poste](#) plus tôt ce mois-ci après avoir admis qu'il avait menti en disant avoir assisté à une rencontre avec Vladimir Poutine en 2006 lors de laquelle, affirmait Zijlstra, le président russe avait exposé une stratégie d'expansion de la Russie.

Les représentants français semblent au moins aussi déterminés que leurs homologues hollandais à se soustraire à toute responsabilité.

Interrogé sur les raisons d'un nouveau partenariat entre la France et une des principales entreprises qui tirent profit de

la colonisation, une source diplomatique française a déclaré à The Electronic Intifada que le partenariat de l'ambassade avec Shufersal "ne constitue en aucun cas un soutien à l'activité des colonies."

Les faits nous disent tout autre chose.

Traduction : Lauriane G. pour BDS France

Source : Electronic Intifada <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israel-propaganda-festival-canceled-french-university>

Non au congrès de psychanalyse et psychothérapie en Israël !

Appel – Des experts en santé mentale ont demandé à l'Association internationale pour la psychanalyse relationnelle et la psychothérapie [IARPP], de reconsidérer sa décision de tenir sa réunion internationale de 2019 en Israël en raison de l'agression systématique de cet État à l'encontre des Palestiniens.

27 décembre 2017

Aux membres du conseil d'administration de l'Association internationale de psychanalyse relationnelle et de psychothérapie:

Nous vous écrivons pour exprimer notre opposition à la récente décision du Conseil d'administration de l'IARPP de tenir sa réunion internationale de 2019 en Israël, décision rendue

publique par son président sortant, le Dr Chana Ullman. Nous demandons respectueusement au Conseil de reconsidérer cette décision.

Notre opposition est profondément motivée par la grave crise que représente l'occupation israélienne et ses attaques croissantes contre le peuple palestinien – des attaques reflétant une politique globale de nettoyage ethnique et de saisie des terres, de restriction de la liberté de mouvement et de contrôle des ressources naturelles. L'occupation a lancé dès le début une attaque massive contre les droits de l'homme et la dignité humaine. Toutes ces atrocités ont été bien documentées par des organisations telles qu'Amnesty International, les Nations Unies et ses divers groupes de travail, ainsi que par d'innombrables universitaires, historiens et chercheurs. Néanmoins, pour de nombreuses personnes aux États-Unis et en Israël même, la culpabilité de l'État d'Israël a été masquée par une campagne massive de désinformation et de black-out.

L'annonce par le président Donald Trump, en décembre 2017, de la décision de relocaliser l'ambassade américaine à Jérusalem constitue une priorité particulièrement urgente pour notre appel. Israël n'a pas hésité à profiter de cette occasion pour redoubler d'efforts pour forcer le déplacement de milliers de Palestiniens hors de Jérusalem et pour s'emparer de leurs maisons, de leurs terres et de leurs entreprises. Ce processus a été caractérisé dans l'immense majorité des cas par l'absence de procédure régulière et le recours à l'intimidation, aux assassinats ciblés et à la torture des Palestiniens – y compris la torture d'enfants, souvent accompagnée d'agression sexuelle.

Nous nous préoccupons du problème urgent de l'occupation d'abord en tant qu'êtres humains, ensuite en tant qu'agents de santé mentale voués aux valeurs humanitaires et profondément conscients de l'importance de ces valeurs pour le bien-être des enfants, des familles et des communautés. En tant que

travailleurs de la santé mentale connaissant bien l'impact de la violence sur la santé individuelle et le bien-être collectif, nous estimons que nous avons une responsabilité supplémentaire de faire entendre notre voix.

Nous considérons que l'État d'Israël est responsable des blessures à grande échelle subies par le peuple palestinien, par son assaut incessant sur les esprits et les corps de ses habitants et par sa volonté implacable d'anéantir l'histoire, la culture, l'économie, le patrimoine, l'architecture et la vie communautaire. Selon nous, la tenue de conférences internationales liées à tout domaine professionnel en Israël représente une acceptation tacite du comportement de l'État d'Israël et perpétue une « normalisation » fictive des relations entre Israël et la Palestine occupée. Organiser de telles conférences ne peut que contribuer à faire avancer les intérêts de l'État d'Israël en laissant entendre que cet État fait bon accueil à un libre échange d'idées – sans parler de remplir ses hôtels, ses restaurants et ses auditoriums d'un public reconnaissant. S'opposer au choix d'Israël comme lieu des conférences internationales est une manière de mettre au premier plan la conduite de l'État d'Israël en tant que sujet de discussion et de débat, afin que l'étendue de la dépossession et de la souffrance du peuple palestinien puisse être reconnue.

Il est particulièrement ironique et douloureux de voir Israël sélectionné comme lieu d'une conférence internationale lorsque le thème central de l'organisation est la compréhension en profondeur des relations humaines.

La majorité des membres de l'IARPP vit aux États-Unis et le deuxième plus grand groupe national vit en Israël. Certains membres de l'IARPP israélien ont suggéré que la conférence de 2019 pourrait améliorer le problème posé par le choix d'Israël comme lieu de rencontre en invitant des orateurs palestiniens et en sollicitant des présentations par des organisations israéliennes progressistes de professionnels de la santé

mentale concernés par un conflit politique. Pourtant, inviter des orateurs et des participants palestiniens à la conférence peut se révéler simplement impossible à cause des checkpoints, des restrictions de mouvement, des listes noires de militants et d'autres expériences quotidiennes familières aux Palestiniens – abus de pouvoir qu'aucune conférence en Israël ne peut changer et qui inévitablement reproduira la dynamique de pouvoir de la situation politique dans le microcosme de la conférence.

Néanmoins, nous sommes d'accord sur le fait que prendre ces mesures en théorie peut orienter l'IARPP dans la bonne direction; nous sommes convaincus que le groupe israélien poursuit ces activités dans le cadre de son fonctionnement régulier tout au long de l'année et non seulement lorsque des étrangers sont présents. Mais indépendamment de ces considérations, ces efforts bien intentionnés pour faire mention de la perspective palestinienne dans la conférence internationale ne parlent pas de la question centrale : la nécessité de démontrer au monde qu'Israël doit rendre des comptes pour son comportement.

La cible de notre protestation est le comportement de l'État d'Israël. Notre objection ici n'est pas à un individu ou à l'IARPP en tant qu'organisation. Nous reconnaissons pleinement qu'il y a des membres de l'IARPP qui soutiennent activement la Palestine et beaucoup d'autres qui peuvent être très disposés à écouter des voix exprimant leur dissidence de la politique israélienne. Notre objection s'applique à la décision du Conseil de l'IARPP de tenir la conférence de 2019 en Israël. Nous considérons que cette décision est répréhensible parce qu'elle protège Israël contre l'exposition publique de ses atrocités – une exposition qui a bien trop tardé.

Nous espérons entendre que nos collègues du Conseil de l'IARPP vont rouvrir le débat sur cette décision.

Sincèrement vôtres,

Samah Jabr MD

Psychiatre, Jérusalem-Est

Elizabeth Berger MD, MPhil

Pédopsychiatre, New York

Rebecca Fadil, LCSW

Travailleur social, Washington, DC

Christine Schmidt, LCSW

Psychanalyste et membre de l'IARPP, New York

27 décembre 2017 – [The Palestine Chronicle](#) – Traduction :
[Chronique de Palestine](#)

L'Association du barreau et les Syndicats palestiniens de professeurs d'université exhortent la Société européenne de droit international à déplacer son Forum de recherche en dehors de l'Université hébraïque

BDS – le 13 décembre 2017 – par l'Association du barreau palestinien et la Fédération palestinienne des syndicats des professeurs et employés d'université

L'Association du barreau palestinien et la Fédération

palestinienne des syndicats de professeurs et employés d'université (PFUUPE) demandent à la Société européenne de droit international (SEDI) de déplacer son prochain Forum de recherche en dehors de l'Université hébraïque

Chers membres du Conseil d'administration de la Société européenne de droit international,

Nous vous écrivons au nom de l'Association du barreau palestinien, qui représente 10 300 avocats, et de la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés d'université (PFUUPE), qui représente plus de 6000 membres universitaires palestiniens dans 13 établissements d'enseignement supérieur dans le territoire palestinien occupé, pour vous exhorter à déplacer le Forum de recherche de la Société européenne de droit international (SEDI) prévu à l'Université hébraïque, en dehors d'Israël.

Nous sommes, très franchement, choqués que la SEDI, une organisation qui se voue à l'étude et à la promotion du droit international, envisage d'organiser un évènement universitaire dans un établissement académique qui se rend directement complice des violations graves et continues du droit international par Israël.

Nous nous faisons l'écho de la déclaration du Conseil des organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme (PHROC), qui comprend dix des plus éminents groupes palestiniens de défense des droits de l'homme fondés sur le droit international, condamnant la décision de la SEDI comme un « *affront à la primauté du droit, et à toutes celles et ceux qui croient dans les droits et la dignité des hommes* », et comme « *une approbation retentissante* » des 50 ans d'occupation militaire israélienne.

La déclaration du PHROC constate que le campus du Mont Scopus de l'Université hébraïque « *se trouve sur le territoire palestinien et en partie sur des propriétés privées palestiniennes qui ont été saisies* » dans Jérusalem-Est, et qu' « *il s'intègre dans un projet de colonies de peuplement illégales d'Israël : il fournit logement et emploi à des ressortissants de la puissance occupante, et il profite de l'infrastructure des colonies de peuplement de Jérusalem-Est. Il est l'un des points d'ancrage de l'activité de colonisation dans la région* ».

Nous sommes de plus alarmés par les tentatives grossières de la SEDI de remédier à ce qu'elle reconnaît clairement comme la nature problématique de sa décision, notamment en encourageant les universitaires palestiniens à être présents à la conférence.

Cela témoigne d'une stupéfiante insensibilité à l'égard des universitaires palestiniens et des membres de nos syndicats qui ont vu leurs universités et écoles bombardées, attaquées et mises à sac par l'armée d'Israël, ils ont subi les indignités des check-points militaires israéliens, et ils se sont vus refuser le droit élémentaire de se déplacer à l'intérieur du territoire palestinien occupé, et ils ont été empêchés de se rendre à l'étranger pour faire avancer leur recherche ou participer à des conférences.

L'Université hébraïque entretient des liens étroits avec les autorités israéliennes qui mènent des attaques directes contre le droit des Palestiniens à l'éducation, accordant des privilèges spéciaux aux soldats israéliens et au personnel de sécurité, et collaborant avec l'armée israélienne en formant ses officiers et ses recrues.

Ce n'est pas un endroit pour un événement universitaire international quel qu'en soit le thème, et encore moins si c'est le droit international.

Plus de cent juristes universitaires et avocats internationaux ont signé une déclaration demandant à la SEDI de reconsidérer sa décision, et s'engageant à ne pas participer au Forum de recherche comme ils l'avaient prévu.

Nous avons eu connaissance qu'un membre du comité organisateur pour le Forum de recherche s'en est retiré le mois dernier, en déclarant que « *malgré la bonne volonté de toutes les personnes impliquées, la présence même de la SEDI à l'Université hébraïque de Jérusalem demeure objectivement un problème* » et que les mesures appliquées pour le minimiser « *ne peuvent faire oublier le fait que pour beaucoup en Palestine, en Israël et au-delà, tenir notre Forum de recherche à l'HUJI (Université hébraïque de Jérusalem en Israël) servira à normaliser et à rendre plus acceptable la politique coloniale d'Israël* ». Nous le louons pour cette décision de principe.

Nous vous demandons de faire preuve de solidarité avec vos collègues palestiniens en déplaçant l'évènement à l'extérieur

d'Israël jusqu'à ce qu'Israël respecte les droits des Palestiniens garantis par le droit international que la SEDI prétend promouvoir.

Sincèrement,

L'Association du barreau palestinien

La Fédération palestinienne des syndicats des professeurs et employés d'université (PFUUPÈ)

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS France

Afrique du Sud : Les relations avec l'État d'Israël, les organisations et les institutions israéliennes

14 décembre | Tshwane University of Technology |

Le 24 Novembre 2017, le Conseil de l'Université de Technologie de Tshwane a formellement approuvé une recommandation du Forum Institutionnel selon laquelle TUT n'aurait plus aucun lien avec Israël ni avec des organisations et institutions israéliennes.

En 2016, l'Ambassade d'Israël a accueilli en Afrique du Sud une conférence rassemblant quelques uns des plus éminents chercheurs sur l'eau spécialisés sur l'utilisation de l'eau dans les pays aux ressources rares en eau. En conclusion de la conférence, l'Ambassadeur s'est engagé à diffuser aux universités sud-africaines le livre *Que l'Eau Soit* écrit par

Seth Siegel.

L'Ambassadeur a visité la Faculté de sciences de TUT, du fait de l'expérience de son Département des Sciences environnementales, sur l'eau et sur la terre en études sur les ressources en eau. L'objet de la visite était de diffuser et d'offrir des exemplaires du livre aux départements de cette Faculté, ainsi qu'à la bibliothèque des sciences de la Faculté.

En fait, TUT a reçu des réclamations de la part de nos organisations étudiantes, de membres du personnel, de militants pour les droits humains des Palestiniens ainsi que de citoyens juifs israéliens opposés à l'occupation par leur pays de la terre palestinienne.

En tant qu'Université progressiste dans l'Afrique du Sud démocratique, nous tenons à affirmer que TUT ne signera aucun accord ni n'entrera dans des partenariats scientifiques avec quelque organisation ou institution israélienne que ce soit jusqu'au moment où Israël mettra fin à son occupation illégale du territoire palestinien.

L'Université ne soutiendra ni n'acceptera les violations perpétrées par le gouvernement israélien lorsqu'il limite les déplacements d'enfants et de jeunes palestiniens sur leur propre terre et restreint les possibilités de leur accès à l'éducation en détruisant les écoles.

TUT soutient par ailleurs l'appel de plusieurs instances, dont des instances étudiantes et d'autres organisations progressistes à boycotter Israël et les institutions israéliennes, aussi longtemps qu'Israël continuera à violer les droits humains fondamentaux du peuple palestinien de même que le droit international.

Source: [Tshwane University of Technology](#)

Des enseignants de l'Université de York boycottent les institutions universitaires israéliennes

Des enseignants de l'Université de York boycottent les institutions universitaires israéliennes

6 novembre 2017 – Toronto

L'association des Étudiants Contre l'Apartheid Israélien de l'Université de York (SAIA York) est fière d'annoncer que les enseignants d'Études Environnementales (FES) de la troisième plus importante université du Canada ont boycotté l'Institut Arava d'Études Environnementales (AIES), une institution académique israélienne. Ce geste est une victoire majeure pour le mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS), étant donné que FES est ainsi le premier corps professoral du Canada à honorer l'appel de la société civile palestinienne pour « le boycott académique des institutions académiques israéliennes complices ».

Le 26 octobre 2017, le FES a boycotté cette institution après le vote d'une motion du Conseil des Professeurs du FES de non-renouvellement d'un partenariat de longue date entre le FES et l'AIES. La motion, présentée par SAIA de York, a obtenu quinze pour, sept contre et une abstention. Alors que l'AIES a fait sa propre promotion comme institution agissant pour la paix et

la coopération environnementale, la motion a condamné l'AIES comme institution ayant « une histoire d'injustices en greenwashing (écoblanchiment ou verdissement) et de nuisances environnementales » perpétrées par le gouvernement israélien.

L'AIES est financée par le Fonds National Juif (FNJ). AIES a aussi des partenariats officiels avec le FNJ depuis 2002. En tant qu'association israélienne paragouvernementale, le FNJ a joué un rôle déterminant en faisant avancer le projet colonial d'Israël depuis plus de 100 ans. Ce projet a non seulement eut des effets dévastateurs sur le peuple palestinien indigène, mais il a aussi dévasté l'environnement. Pourtant, l'AIES se vante de ce partenariat sur son site web, louant « le cœur et l'action » du FNJ et ses « innovations écologiques ». Sur son site internet, Arava omet à point nommé l'héritage colonial du FNJ, qui sert à normaliser et à blanchir l'organisation et, par extension, l'histoire coloniale d'Israël.

L'AIES a aussi démarré en 1996, comme un des programmes people-to-people (P2P) apparus à ce moment-là, qui se comptent par centaines. Les programmes P2P étaient fondés sur « des activités de coopération entre Israéliens et Palestiniens pour promouvoir la paix ». Ces programmes ont cependant échoué à créer la paix, au cours des vingt dernières années, parce qu'ils n'ont pas cherché à mettre fin à l'oppression du peuple palestinien par Israël. Ils ont plutôt perpétué l'oppression israélienne en encourageant la « coexistence » davantage que la « co-résistance » contre Israël. En encourageant la coexistence et la coopération environnementale, sans reconnaître le rôle oppressif d'Israël et le besoin de résister contre cette oppression, Arava a servi à normaliser et à verdir l'oppression israélienne.

En boycottant l'AIES, le FES a pris une position courageuse sur le côté juste de l'histoire, pour exercer une pression sur Israël et sur les organisations israéliennes complices, pour mettre fin à leurs injustices contre le peuple palestinien. Ce qui est encore plus stimulant est que le le FES a franchi ce

pas historique en considérant les récentes répressions contre BDS au Canada et ailleurs. FES a choisi de rester fidèle aux sources de l'écologie qui sont radicales, pour les droits humains, et anticoloniales, et de soutenir l'engagement de l'Université de York envers la justice sociale dans la mise en œuvre du boycott académique contre Israël. Nous espérons que cette victoire encouragera d'autres enseignants de York et d'autres institutions académiques à mettre en œuvre et soutenir le boycott académique contre Israël dans la lutte pour un monde libéré du colonialisme, de l'apartheid, de l'occupation et de la guerre, et dans la réalisation de la paix, de la justice et de l'égalité pour tous.

Source: [Students Against Israeli Apartheid at York University](#)

Traduction SF pour BDS France